Arrangement administratif

fixant les modalités d'application de la Convention de sécurité sociale du 20 octobre 1978 entre la Confédération suisse et le Royaume de Suède

Conclu le 20 octobre 1978
Entré en vigueur le 1^{er} mars 1980

Conformément à l'article 25, lettre a, de la Convention de sécurité sociale conclue le 20 octobre 1978² entre la Confédération suisse et le Royaume de Suède, appelée ci-après «la convention», les autorités compétentes sont convenues des dispositions suivantes:

Titre I Dispositions générales

Article premier

¹ Les organismes de liaison au sens de l'article 25, lettre c, de la convention sont:

En Suisse:

- a. la Caisse suisse de compensation, à Genève, pour l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité;
- b. l'Office fédéral des assurances sociales, à Berne, pour tous les autres cas;

En Suède:

l'Office National d'Assurance Sociale à Stockholm.³

² Les autorités compétentes de chacun des Etats contractants se réservent le droit de désigner d'autres organismes de liaison; elles s'en informent réciproquement.

Art. 2

Les autorités compétentes ou, avec leur assentiment, les organismes de liaison, établissent d'un commun accord les formulaires nécessaires à l'application de la convention et du présent arrangement.

RO 1980 239

¹ Le texte original est publié, sous le même chiffre, dans l'édition allemande du présent recueil.

² RS 0.831.109.714.1

³ Nouvelle teneur selon le ch. I, 1 de l'Ec. de lettres du 1^{er} avril 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1986 (RO 1986 1390)

Titre II

Législation applicable

Art. 3

¹ Dans les cas visés à l'article 7, paragraphe premier, de la convention, les institutions de l'Etat dont la législation est applicable et qui sont désignées au paragraphe suivant, attestent sur requête que le travailleur détaché reste soumis à la législation de cet Etat.

² L'attestation est établie

- en Suisse
par la Caisse de compensation compétente de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité et par l'assurance accidents compétent;
- en Suède
par l'Office National d'Assurance.⁴

Titre III

Dispositions particulières

Chapitre 1

Maladie

Art. 4

¹ Pour bénéficier des facilités prévues à l'article 9 de la convention, les personnes concernées présentent à l'une des caisses-maladie suisses qui participent à l'application de la convention, une attestation mentionnant la date de leur sortie de l'assurance-maladie suédoise, de même que les périodes d'assurance accomplies au cours des six derniers mois.

² L'attestation est délivrée à la demande du requérant par l'Office National d'Assurance Sociale (Riksförsäkringsverket). Si le requérant n'est pas en possession d'une telle attestation, la caisse-maladie suisse saisie de la demande d'admission s'adresse, par l'intermédiaire de l'Office fédéral des assurances sociales, à l'organisme de liaison suédois, afin d'obtenir cette attestation.

³ L'autorité suisse compétente indique à l'organisme de liaison suédois quelles sont les caisses-maladie qui participent à l'application de l'article 9 de la convention.

Art. 5

Pour l'application de l'article 10 de la convention, la personne concernée doit produire une attestation mentionnant les périodes d'assurance accomplies durant les six derniers mois dans l'assurance-maladie suisse. L'attestation est délivrée à la requête de cette personne par la caisse-maladie suisse à laquelle ladite personne a été affiliée

⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I, 2 de l'Ec. de lettres du 1^{er} avril 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1986 (RO **1986** 1390)

en dernier lieu. Si cette personne n'est pas en possession de cette attestation, la Caisse générale d'assurance suédoise (Riksförsäkringsverket) à laquelle elle est affiliée s'adresse à l'Office fédéral des assurances sociales, soit directement soit par l'intermédiaire de l'Office National d'Assurance Sociale (Riksförsäkringsverket), afin d'obtenir cette attestation.

Chapitre 2

Invalidité, vieillesse et décès

Art. 6

¹ Les personnes résidant en Suède qui prétendent des prestations de l'assurance-pensions suisse, peuvent adresser leur demande à l'Office National d'Assurance Sociale (Riksförsäkringsverket). Celui-ci la transmet à la Caisse suisse de compensation à Genève.

² Les personnes résidant en Suisse qui prétendent des prestations de l'assurance-pensions suédoise peuvent adresser leur demande à la Caisse suisse de compensation. Celle-ci la transmet à la Caisse générale d'assurance à Stockholm (Riksförsäkringsverket).

³ Les personnes résidant dans un Etat tiers, qui prétendent des prestations des assurances-pensions suisse ou suédoise, s'adressent à l'institution compétente directement ou par l'intermédiaire d'un des organismes de liaison.

⁴ Si la demande est adressée à un organisme autre que ceux qui sont désignés aux paragraphes 1 à 3, cet organisme inscrit la date de réception de la demande sur cette demande et la transmet dans les meilleurs délais à l'organisme compétent, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un des organismes de liaison.

Art. 7

Les rapports médicaux, de même que les résultats d'enquêtes, nécessaires à l'appréciation de l'invalidité au sens de la législation qu'applique l'une des institutions, sont portés à la connaissance de l'autre institution, au moyen de copies ou d'originaux, pour autant que cette dernière ait également été saisie d'une demande de prestation.

Art. 8

L'institution compétente notifie sa décision directement au requérant avec indication des moyens de droit; elle en envoie copie à l'organisme de liaison de l'autre Etat contractant.

Chapitre 3

Accidents du travail et maladies professionnelles

Art. 9⁵

¹ Les personnes résidant en Suède, qui prétendent des prestations selon la législation suisse du fait d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, adressent leur demande à l'assureur-accidents compétent suisse, soit directement, soit par l'entremise des organismes de liaison.

² Les personnes résidant en Suisse, qui prétendent des prestations selon la législation suédoise du fait d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, adressent leur demande à la Caisse générale d'assurance à Stockholm, soit directement, soit par l'entremise de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (appelée «CNA»), à Lucerne.

³ Les personnes résidant dans un Etat tiers qui, du fait d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, prétendent des prestations de l'assurance-accidents suisse ou de l'assurance suédoise contre les maladies professionnelles et les accidents du travail, s'adressent directement à l'institution compétente.

Art. 10

L'institution compétente notifie directement au requérant, avec indication de moyens de droit, la décision qu'elle a rendue au sujet de la demande de prestation.

Art. 11

¹ Dans les cas visés à l'article 21, paragraphe premier, de la convention, les prestations en nature sont octroyées en Suisse par la CNA et en Suède par la Caisse générale d'assurance (Riksförsäkringsverket) du lieu de résidence, pour autant que le requérant prouve son droit à prestation.

² Si l'employeur a un représentant dans l'Etat où s'est produit l'accident, il incombe à ce représentant de fournir, autant que faire se peut, les attestations relatives au droit à prestation du requérant.

³ Si aucune attestation relative au droit à prestation ne peut être fournie, l'institution du lieu où s'est produit l'accident demande à l'institution désignée à l'article 9, de l'Etat contractant compétent de lui fournir les attestations et les documents requis.

Art. 12

Pour l'application de l'article 21, paragraphe 2, de la convention, l'institution débitrice délivre à l'assuré une attestation concernant les prestations qu'il peut prétendre après avoir transféré sa résidence. Cette attestation peut aussi être délivrée à l'institution du lieu de résidence.

⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I, 3 de l'Ec. de lettres du 1^{er} avril 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1986 (RO 1986 1390)

Art. 13

Les montants devant être remboursés par les institutions des Etats contractants aux termes de l'article 22 de la convention font l'objet d'un décompte séparé pour chaque cas.

Art. 14

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent par analogie aux accidents non professionnels couverts par la législation suisse.

**Chapitre 4
Dispositions communes****Art. 15**

Les prestations en espèces, qui sont dues en vertu de la législation d'un des Etats contractants, sont payées directement à l'ayant-droit par l'institution débitrice lorsqu'il réside sur le territoire de l'autre Etat contractant. Les autorités compétentes peuvent convenir d'une autre procédure de paiement.

Art. 16

Les organismes de liaison se communiquent chaque année un relevé statistique des paiements effectués dans l'autre Etat contractant.

**Titre IV
Dispositions diverses****Art. 17**

Les institutions et les organismes de liaison des Etats contractants s'accordent, sur demande d'ordre général ou sur requête spéciale, l'aide nécessaire à l'application de la convention et du présent arrangement.

Art. 18

¹ Les bénéficiaires de prestations allouées en vertu de la législation d'un des Etats contractants, qui résident sur le territoire de l'autre Etat contractant, communiquent à l'institution débitrice, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes de liaison, tout changement concernant leur situation personnelle ou familiale, leur état de santé ou leur capacité de travail et de gain susceptibles d'influencer leurs droits ou obligations au regard des législations énumérées à l'article 2 de la convention ou au sens des dispositions de cette convention.

² Les institutions se communiquent réciproquement, directement ou par l'intermédiaire des organismes de liaison, tout renseignement du genre susmentionné dont elles auraient connaissance.

Art. 19

¹ Les frais administratifs résultant de l'application de la convention sont supportés par les organismes chargés de l'appliquer.

² Les frais résultant d'enquêtes médicales, y compris les frais de voyage, de nourriture et de logement y afférents, sont avancés par l'institution chargée d'effectuer ces enquêtes et remboursés séparément de cas en cas par l'institution qui les a requis.

Art. 20

Le présent arrangement entre en vigueur à la même date que la convention et a la même durée de validité que celle-ci.

Fait à Berne, le 20 octobre 1978, en deux versions originales, une en langue allemande et une en langue suédoise, les deux textes faisant également foi.

Pour le
Conseil fédéral suisse:
Hans Wolf

Pour le
Gouvernement suédois:
Sven-Eric Nilsson